



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique familiale

Question au Gouvernement n° 2322

Texte de la question

POLITIQUE FAMILIALE

M. le président. La parole est à M. Céleste Lett, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Céleste Lett. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Au printemps 2012, François Hollande, alors en campagne, évoquait sans complexe sa volonté de rassembler tous les Français.

M. Alain Chrétien. C'est raté !

M. Céleste Lett. Or, depuis maintenant deux ans et demi, vous et votre majorité contribuez pleinement à diviser les Français à tour de bras, avec la mise en œuvre de réformes contre-productives, antisociales et antifamiliales. À mi-mandat, c'est un échec cuisant.

Monsieur le Premier ministre, qu'avez-vous proposé, jusqu'ici, aux Français ?

Tout d'abord, la dénaturation de notre territoire : le *big bang* territorial que vous provoquez sous couvert de modernisme et d'économies entraîne révoltes, divisions et fractures dans notre pays. Le redécoupage des régions et des cantons à la tronçonneuse rose, les annonces maladroites et les revirements sur la suppression des départements relèvent plus du tripatouillage politicien que de la logique territoriale.

Ensuite, le délitement de notre société et des valeurs fondamentales qu'elle incarnait et protégeait jusqu'à votre arrivée au pouvoir : il est regrettable d'assister aujourd'hui à la mise à sac organisée de notre modèle social et familial. Plus personne n'est épargné par votre politique : les étudiants, avec la tentative de suppression de la bourse au mérite, les familles, avec la loi Taubira et ses conséquences – notamment la GPA et la PMA, ce à quoi s'ajoute, enfin, l'irruption de la théorie du genre dans les écoles. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. Philippe Plisson. Lamentable !

M. Henri Jibrayel. C'est une honte !

M. Céleste Lett. Comme si cela ne suffisait pas, vous faites les fonds des poches des familles modestes et des classes moyennes, en baissant une nouvelle fois le quotient familial, en réduisant le congé parental, en fiscalisant les majorations familiales de retraites, en multipliant vos attaques contre la prestation d'accueil du jeune enfant et, dernièrement, en modulant les allocations familiales en fonction des revenus de chacun.

Monsieur le Premier ministre, ma question est simple : quand arrêterez-vous ces réformes funestes et néfastes pour vous attaquer enfin aux vrais problèmes que connaissent les Français ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes. Monsieur le député, franchement, je ne sais pas dans quel pays vous habitez ! (*Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP. – Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Philippe Meunier. En Hollande !

Mme Marisol Touraine, ministre. Les familles françaises ne sont pas, contrairement à ce que vous indiquez, confrontées, aujourd'hui, au démantèlement des politiques sociales et familiales.

Dois-je vous rappeler, tout d'abord, que ce gouvernement consent un effort financier chaque année plus important en direction des familles ? Lorsque vous avez quitté les responsabilités, 56 milliards étaient consacrés, au sein du budget de la Sécurité sociale, à la politique familiale : ce seront 60 milliards l'année prochaine et, pourtant, vous critiquez la politique familiale de ce gouvernement. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.*)

Nous avons la volonté de concentrer les moyens en direction des familles modestes et de celles appartenant aux classes moyennes. (*Exclamations sur quelques bancs des groupes UMP et UDI.*)

M. François Sauvadet. Non !

Mme Marisol Touraine, ministre. Nous faisons l'effort de débloquent des places pour l'accueil des enfants qui n'ont pas trois ans.

Puis-je vous rappeler, monsieur le député, que nous mettons en place un plan ambitieux, comme il n'y en a jamais eu, destiné à créer des places de crèches, à accueillir les enfants à l'école à partir de deux ans et à accroître le nombre d'assistantes maternelles ?

M. Sylvain Berrios. Vous êtes incapables de financer les crèches !

Mme Marisol Touraine, ministre. Mais, monsieur le député, la politique familiale, ce ne sont pas simplement des allocations et des places de crèches qui permettent la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale. La politique familiale, c'est aussi l'accompagnement des enfants et des familles dans tous les domaines de la vie, avec, bientôt, la possibilité pour les parents d'avoir un médecin traitant pour leurs enfants (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe UMP*), ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent. Ce sera une des avancées du projet de loi de santé, grâce à la mise en place, par l'éducation nationale, avec Najat Vallaud-Belkacem, d'un parcours éducatif de l'enfant.

Monsieur le député, toutes les caricatures de la terre ne feront pas oublier que ce gouvernement soutient les familles, accompagne les familles et travaille pour les familles. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Mme Brigitte Allain et Mme Jeanine Dubié. Très bien !

Données clés

Auteur : [M. Céleste Lett](#)

Circonscription : Moselle (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2322

Rubrique : Famille

Ministère interrogé : Affaires sociales, santé et droits des femmes

Ministère attributaire : Affaires sociales, santé et droits des femmes

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [20 novembre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [20 novembre 2014](#)